

# Un accès dégradé aux soins médicaux cet été

C'est le constat de France Assos Santé. L'organisation, porte-voix des usagers et patients, pointe du doigt un problème structurel lié au manque de moyens humains, particulièrement en Sarthe.

Cet été, le maintien de l'accès aux soins des usagers s'annonce tendu dans la région. Inquiète, France Assos Santé Pays de la Loire vient de lancer une « **alerte préventive** ».

Selon Gérard Allard, le vice-président de l'organisation, qui représente les patients et les usagers du système de santé, la situation en Sarthe est la plus préoccupante.

## Services d'urgences fermés

- Des services d'urgence vont être amenés à fermer une bonne partie de l'été en raison d'un manque de praticiens », précise-t-il. Environ 45 % des postes d'urgentistes seront vacants. « On va conseiller aux patients d'appeler le 15 avant de se rendre devant des urgences potentiellement fermées. »

Si la situation n'est pas inédite, elle s'aggrave depuis plusieurs années. « Les plages de fermeture des services d'urgence se sont rallongées, passant de deux semaines à deux mois. » En cause : les « déserts médicaux », dont les conséquences sont amplifiées quand arrivent les congés



Le service des urgences du CHU de Nantes.

Photo : Franck DUBRAY / OUEST FRANCE

d'été.

Gérard Allard pointe également du doigt les fermetures de lits, particulièrement importantes cette année : « Ce qui nous inquiète, c'est que l'on a déjà subi la déprogrammation liée à la tension depuis le début de la crise sanitaire. » Quant aux services de soins à domicile et aux Ehpad, « ils

sont eux aussi concernés par les carences en personnel ».

« Le problème n'est pas conjoncturel, il est structurel, affirme le vice-président régional de France Assos Santé. On manque de moyens humains. » Il salue les efforts réalisés dans le cadre du Ségur de la santé, qui prévoit, en Pays de la Loire, une

enveloppe de 793 millions d'euros pour les dix prochaines années : 187 millions d'euros serviront à l'assainissement financier des établissements les plus endettés, et 524 millions d'euros permettront de relancer les investissements en santé, moderniser les établissements, développer l'offre de soins de proximité.

« En revanche, par rapport aux moyens humains, on ne voit pas grand-chose arriver », regrette Gérard Allard. Selon l'organisation, l'urgence nécessite une réaction rapide, car la situation risque de se dégrader l'été prochain. « Il faut aller au-delà des plans d'action classiques, des postures catégorielles, et essayer de trouver des solutions innovantes, par exemple en octroyant plus de responsabilités aux infirmiers », suggère le vice-président. Et d'ajouter : « Pour préparer l'avenir, il est primordial de mettre des moyens dans la formation des médecins. Pour l'instant, ils sont insuffisants. »

Laurie CORREIA.